

LE 28 FÉVRIER 2017

AVERTISSEMENT : Toute ressemblance avec des personnes existantes est inévitable, mais indépendante de notre volonté !

Encore un petit Conseil d'Administration, cette fois pour cause de CFA qui n'a pas permis de boucler les comptes 2016 dans les délais.
L'avantage est que cela a permis l'expression des administrateurs sur les différents points à l'ordre du jour.

Rapport d'activité 2016

Joli document très communicant... avec un débat sur son titre « transition énergétique », jugé trop réducteur pour les uns puisque l'ADEME fait bien plus que cela...

Tous ceux qui s'expriment saluent les choix de fond et de forme mais les quelques chiffres clé proposés ne re-

flètent que partiellement notre activité. Un vrai débat a eu lieu !

Stratégie MEC-MOB

Derrière ce nom barbare (Montée en compétence et mobilisation des acteurs) se cache un document complet qui vise à mettre en perspectives les actions de communication et de formation appelées à se décliner dans les différentes stratégies cibles et thématiques. Approche novatrice et riche, mais il manque comme toujours la déclinaison en moyens humains et financiers.

Si cette nouvelle stratégie a été au cœur de la réorganisation de la DicoF, elle aura des implications fortes sur toutes les autres stratégies et sa diffusion est à poursuivre ! (eh oui, l'ADEME est remplie de stratégies !)



Commission sur les risques stratégiques

La mise en place de cette commission a été actée lors d'un précédent CA. Ce sujet a été repris lors de ce CA, non pour enterrer le sujet, mais bien pour que les membres du CA se saisissent de cette problématique à la hauteur des enjeux. Il a donc été l'occasion de nommer les membres de cette commission : 4 administrateurs + le Commissaire du gouvernement + le contrôleur budgétaire et comptable ministériel. C'est Muriel Jeanneret qui en sera membre en tant qu'administrateur salarié.

Ce point est l'occasion pour le secrétaire du Comité d'entreprise de présenter la motion du CE sur le changement de messagerie de l'ADEME et le risque que fait courir à l'ADEME sa dépendance croissante à Microsoft.

Sur ce coup, nous pensons avoir le soutien de l'État qui utilise des logiciels libres, conformément aux orientations de la circulaire du 1^{er} ministre du 19 septembre

2012. Ben non, au contraire on a perçu quelques moqueries !

Notre proposition de faire une réunion d'installation de cette commission pour se pencher au plus vite sur la cartographie des risques en tenant compte de cette actualité a été refusée tant par la direction que par des administrateurs. D'accord pour une commission, mais attention, pas trop quand même, c'est du boulot...

Dissolution de la Fondation Bâtiment Energie

Créée en 2005 par 4 membres fondateurs (Arcelor Mittal, EDF, Lafrage et GRDF) à l'initiative de l'ADEME et CSTB (et grâce aux largesses fiscales de l'État...), cette fondation n'est plus, en 2017, dans l'air du temps. Le crédit impôt recherche, les pôles de compétitivité semblent mieux répondre aux attentes des entreprises. Le capital ayant été grignoté au fil des années, la dissolution s'impose.



Et donc l'ADEME et le CSTB sont chargés de dépenser jusqu'au dernier sou. Au CSTB revient le million et la charge de finaliser deux nouveaux projets s'ajoutant aux 12 déjà réalisés (un sur la mesure de la performance énergétique des bâtiments, l'autre sur l'économie circulaire dans le bâtiment), tandis qu'il incombe à l'ADEME, la charge administrative, quelques actions de communication de l'enterrement, avec 10 fois moins de budget.

Commission d'enquête sur les émissions de polluants : complément de financement UTAC



Au CA de décembre 2015 et à la suite du « scandale Volkswagen », l'ADEME est sommée par le Ministère de financer l'UTAC pour assurer des contrôles d'émission des véhicules diesel, pour 2,8M€.

Ce travail a été bien fait et les résultats publiés ont confirmé ce que les associations de la protection de l'environnement répétaient depuis des années : les mesures « homologuées » sont bien loin de la réalité. Quelques voitures sont à la norme et certaines dépassent de 17 fois les résultats des tests d'homologation...

Cependant, le sujet à nouveau présenté au CA ne portait pas sur les résultats des mesures mais une demande de rallonge budgétaire de 400 000€. Les administrateurs salariés s'étaient abstenus lors du vote de décembre, acceptant l'argument de l'urgence : 14 mois après, cet argument ne tient plus et considérant que les constructeurs auraient pu être mis à contribution

entre temps comme le ministère de l'environnement en avait eu l'idée, les administrateurs salariés ont voté contre.

Nous réitérons l'argument pour expliquer notre vote contre qui a été mal compris : nous ne remettons pas en cause la qualité du travail de la commission et surtout de nos collègues, mais nous considérons que l'ADEME n'a pas à financer le contrôle de tricheurs.

Et nous regrettons que les personnalités qualifiées qui se sont exprimées dans le même sens que nous aient voté pour.

Et en décembre 2016, que s'était-il dit au CA ?

Le dernier CA de l'année 2016 a marqué la fin des mandats de Jean-Pierre Tabet et André Tueux, tous deux partis en retraite. Le prochain CA verra l'installation des administrateurs élus : 3 CFDT, 2 SNE et 1 CGT. Malgré 4 femmes sur 6 sièges pour le collège des salariés, le CA restera très largement masculin !



Était-ce dû à l'approche de la fin de l'année, mais ce CA s'est déroulé dans un climat ouvert et propice aux échanges sur des questions de fond et permettant d'aborder des questions stratégiques.

Canari « ancienne mine d'amiante »

Ce dossier « sites et sols pollués », relatif à la plus ancienne mine d'amiante en France, localisée en Corse, repasse pour énième fois devant le CA. Il s'agit cette fois de voter le versement de l'indemnisation du prestataire, pour tenir compte de péripéties en cascade qui ont rallongés les délais et le coût des travaux...

Votes : 5 abstentions (4 CFDT et 1 PQ).

Une PQ demande à se faire expliquer les taux d'intérêts moratoires de 10 % qu'elle trouve très élevés ! Réponse d'une autre PQ, c'est le taux légal, qui correspond à une pénalisation pour défaut de réalisa-

tion appliqué au domaine public. Le taux appliqué n'a rien à voir avec le taux d'emprunt qui, dans le domaine privé, s'appelle indemnité de retard. D'accord, mais c'est quand même en euros que ça se chiffre...

Bilan des CNA. Vote pour à 100%

Le constat est posé de la diversité de la qualité des échanges et de l'assiduité des membres dans les différentes CNA.

Ce point a fait l'objet d'échanges nourris, stratégiques et a abouti à quelques prises de décisions reprenant pour partie nos propositions comme, par exemple, sur l'introduction dans le règlement d'un engagement d'assiduité des membres des CNA.

CNA Déchets :

lieu de débat stratégique, on y aborde la concurrence entre les entrants / montage juridiques, l'équilibre économiques des projets, l'équité public/privé. Compte tenu du transfert de compétence « planification des déchets » des Conseils Départementaux vers les Régions, la question du maintien de ces derniers dans la CNA se pose.

CNA Air énergie : Fréquent problème de quorum dans cette CNA. Moins riche dans ses échanges que la pré-

cedente, elle présente le plus souvent des bilans du fonds chaleur.

CNA Territoires : Fréquent problème de quorum, là aussi. Y sont présentés les conventions régionales et dossiers AAP Friches.

Demande d'une PQ d'aller au-delà de cette revue de convention pour aborder des thèmes de fonds plus stratégiques en croisant les sujets thématiques dans leur mise en œuvre territoriale.

CNA huile : arrêt de cette CNA suite à constat d'inactivité en 2016.

La CFDT

▶ propose qu'à l'occasion de la recomposition des CNA en 2018, une analyse de leur composition soit réalisée et qu'on s'inspire de la composition des collèges, telle que mise en œuvre lors du débat sur la TE ;

▶ demande une analyse des décisions prises à l'issue des CNA ; taux de refus et d'approbations. Réponse : peu de refus mais parfois demandes de compléments examinés à la CNA suivante ;

▶ demande que les échanges entre Programme des Investissements d'Avenir et conseil scientifique puissent être poursuivis suite à la suppression de la CNA PIA ;

▶ propose que pour des raisons de limitation des risques de conflit d'intérêt et de confidentialité, les représentants des filières professionnelles dans les CNA puissent assister et participer aux débats généraux et stratégiques mais qu'ils ne prennent pas part à l'examen des dossiers individuels. Refus de notre DGD, jugeant cette proposition trop délicate à appliquer.

Stratégie déchets et économie circulaire

La présentation du directeur Économie Circulaire et Déchets est suivie ici encore de débats et d'échanges nourris et constructifs souvent amenés par les PQ qui alertent :

- ▶ sur des dérives comme la mise sur le marché d'emballages non recyclables ;
- ▶ sur le manque d'incitation à la baisse de consommation de matière à l'image des pneus réchappés

qui sont fortement concurrencés par les pneus à bas prix ;

- ▶ sur les enjeux de communication simplifiée et plus claire auprès du consommateur (TRIMAN) ;
- ▶ sur le fait que l'ADEME ne devrait pas aider les filières REP qui coûtent trop cher et pour lesquelles le principe de pollueur/payeur a été acté.

La CFDT propose de mettre en place des CEM (Certificats d'Économie de Matière) comme les CEE (Certificats d'Économie d'Énergie) et souligne aussi le manque de prise en compte de la composante emploi dans les dispositifs.

Commission ad hoc sur les risques stratégiques

Nous ne pouvons qu'être satisfaits sur ce point qui voit aboutir nos interventions répétées auprès de la direction pour la création de cette commission et ses modalités de fonctionnement. La proposition de délibération

soumise au vote a repris les contributions rédactionnelles produites par la CFDT. La commission est adoptée par un vote à l'unanimité. Dans la foulée, le président de la commission est également proposé et élu à

l'unanimité : Alain Maugard. Le représentant des administrateurs salarié sera proposé à la direction d'ici fin janvier.

Prochain CA le 13 avril 2017

Toujours à votre disposition, vos représentants CFDT au conseil d'administration

France-Noëlle LEFAUCHEUX
DR Rhône-Alpes

Luc BODINEAU
Angers

Muriel JEANNERET
Franche-Comté

... et pour nous écrire : cfdt@ademe.fr

retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cfdt-ademe.fr/>

Et sur twitter : @cfdtademe